

Commission : Programme des nations unies pour le développement

Question : Objectifs de Développement Durable : quel nouvel élan mondial pour 2045 ?

Auteur : Somalie

La délégation de la Somalie voit en la conférence Munucle de novembre 2024 un moyen de partage et de riches discussions entre les différentes délégations. Le développement durable dans la mesure du respect de nos coutumes et de la charia est un sujet très important pour la délégation somalienne.

Les objectifs de développement de notre pays le sont également. Même si le développement de notre pays reste imparfait, des progrès peuvent déjà être perçus. En effet, notre population principalement jeune est active dans notre mouvement politique et religieux. Actuellement, 60 % de notre population a moins de 20 ans, ce qui offre à la Somalie une opportunité de bénéficier d'un dividende démographique.

La Somalie estime que le développement économique est un sujet clé pour l'horizon 2045. Selon une enquête de High frequency survey wave one réalisée il y a une dizaine d'années, elle montre du côté du développement économique que plus de 60 % des investisseurs étrangers disaient avoir constaté une amélioration générale de l'ensemble des principaux facteurs de leur décision d'investissement. Près de 70 % des personnes interrogées citaient la facilité de faire des affaires, et 66 % disaient constater une amélioration du climat d'investissement. Les investissements avec la Somalie pourraient donc reprendre avec la même facilité que ceux réalisés dans le passé si les relations avec les autres pays restent purement économiques. Le développement économique de notre pays pourrait donc prendre de l'ampleur et s'affirmer dans la sphère internationale.

L'État somalien affirme que la protection des populations civiles est un des défis majeurs pour 2045. Nous sommes conscients que de nombreux problèmes liés aux besoins des populations civiles persistent dans le monde car ils touchent également notre pays. Nous pouvons citer le cas de la famine que nous tentons tant bien que mal d'éradiquer. L'état de famine en Somalie ayant déjà été proclamé par les Nations Unies en 2011, nous pensons que l'aide alimentaire de la part de l'ONU par le biais d'investissements de pays développés serait l'objectif premier pour 2045 afin de mettre nos populations à l'abri de la faim. Notre délégation souhaite que l'éradication de la famine soit l'objectif premier pour 2045, ce qui implique un grand investissement des pays développés; devant verser 0.7 % de leur revenu national brut envers l'aide public au développement, versement qui n'est pas respecté à l'heure d'aujourd'hui.

La délégation somalienne est convaincue que l'environnement est un défi de taille et important pour nos sociétés. Sur le plan environnemental, notre pays qui fait face à une extrême sécheresse dû à une usure des sols et une désertification, verrait l'objectif écologique en tant que défi majeur pour le projet 2045 et la Somalie réclame l'instauration d'une cagnotte à destination des pays en développement et alimentée par ceux qui sont plus développés.

La Somalie met en garde contre l'épanouissement de l'IA dans nos sociétés. La délégation somalienne pense que l'intelligence artificielle pourrait en effet aider dans certains secteurs comme l'agriculture ou la santé. Néanmoins cette IA produite par l'Occident ne garantit en rien la protection de nos données nationales, ce qui pourrait compromettre notre sécurité et accroître la dépendance des pays en développement envers l'Occident. Une autre inquiétude déjà partagée dans le passé par l'expert sénégalais Seydina Moussa Ndiaye est celle de la colonisation de l'Occident en Afrique par l'installation de grandes multinationales de l'IA qui imposent leurs règles sur le sol Africain.

Notre république islamiste souhaite que les interventions internationales qui pourraient être mises en place dans le cadre de la réalisation des objectifs du développement durable de 2045 ne soient pas imposées à notre pays. En effet, chaque pays doit, dans la mesure du possible, décider de comment s'organiser pour réaliser les objectifs de l'élan 2045. Trop d'actions mises en place à l'international bafouent les coutumes et les lois en vigueur dans les pays qui sont dans le besoin. Par le passé, le PNUD, par le biais d'une stratégie axée sur la réalisation de progrès vers l'instauration de la paix, a octroyé à des groupes de femmes somaliennes des dons qui leur ont permis de plaider en faveur d'un quota de 30% pour les femmes au sein des nouvelles institutions politiques de la Somalie, une mesure qui ne respecte en aucun cas nos coutumes et la charia à partir de laquelle nous guidons notre pays. C'est pourquoi nous pensons que les stratégies nationales doivent prévaloir sur celles qui vont être mises en place lors de cette conférence. Les interventions internationales se doivent de respecter l'intégrité de n'importe quel pays. Ce qui n'est pas le cas de l'ONU actuellement qui soutient

la mission de transition de l'Union africaine en Somalie qui dit lutter contre un certain mouvement intégriste et qui en appelle même à l'aide internationale.

En définitive, la Somalie est convaincue que les Objectifs de Développement Durable pour 2045 doivent être discutés lors de cette conférence mais adaptés par chaque pays dans le respect de ces coutumes pour qu'aucune intervention internationale ne puisse perturber l'équilibre d'un pays, étant donné que certains équilibres demeurent encore fragiles.